

La BOP : un instrument d'opérationnalisation du budget de l'Etat

Page 9

POTENTIEL HEBDO



Agenda des affaires

N°0021 du jeudi 24 avril 2014

10 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

300 F CFA

Le sempiternel problème des transports à Libreville

Dans ce numéro :

POLITIQUE Page 2



Le président du Niger à Libreville

SOCIAL Page 2



Journée nationale de la femme

SPORT Page 2



OGSSU 2014 : pour une jeunesse conquérante

FAITS DIVERS Page 3



Des tombes profanées à Lalala

DOSSIERS ET REPERES Page 4



Guerres et conflits en Afrique : les enjeux véritables

FOCUS Pages 6 & 7



L'IHEM, l'Ecole de référence au Gabon



Page 5

Pour les populations gabonaises qui ne savent plus compter sur la responsabilité des dirigeants de notre pays, la question des transports représente la croix et la bannière, un véritable chemin de croix pour les riverains.

AVIS DE RECRUTEMENT

CEMAC Consulting

Pour les besoins de son fonctionnement, le Cabinet d'Expertise en Management et Communication recrute **1 Conseil juridique** dynamique et performant. Niveau requis: Master de Droit des affaires. Tél: (+241) 04 54 34 73

POTENTIEL Hebdo

POTENTIEL Hebdo recrute **2 Journalistes** chevronnés. Niveau requis: Licence pro Information et Communication et Master Economie. Tél: (+241) 04 41 83 49

AFRICA BTP Engineering

La société AFRICA BTP Engineering recrute **1 Conducteur des travaux** pour les besoins de ses chantiers. Niveau requis: Licence pro Génie civil. Tél: (+241) 03 41 99 75

IHEM

L'Institut des Hautes Etudes de Management (IHEM) recrute pour les besoins de son activité : **1 Directeur Administratif et Financier** de niveau Master 2 Gestion administrative, Finance Comptabilité ou GRH, **1 Assistant Comptable** de niveau Licence pro Comptabilité, Finance, Banque ou Assurance, **1 Assistant de communication** de niveau Licence pro Information et Communication, **1 Assistant de logistique** de niveau Licence pro Logistique, **1 Surveillant général** et **3 surveillants généraux adjoints** de niveau Licence pro, **1 Secrétaire de direction** de niveau BTS, **2 Secrétaires reprographes** de niveau CFP4, **1 Agent de liaison** ayant un permis B & C, **2 Techniciennes des surfaces** et **3 vigiles**. Tél: +241 07 96 32 92/ 06 06 88 34/ 04 60 79 36

LPE

Le Lycée Privé de l'Excellence (LPE) recrute **1 Secrétaire** de niveau BTS et **1 Surveillant** de niveau Licence pro pour les besoins de son activité. Tél: (+241) 03 41 99 75

CSBD

Le Complexe Scolaire Bourgeois Dauphines, pour les besoins de son fonctionnement, recrute **3 Instituteurs (trices)** de niveau BAC+2, **2 Educatrices préscolaires** de niveau BEPC+1, **1 Technicienne des surfaces** de niveau BEPC et **2 vigiles** de nuit. Tél: (+241) 04 54 34 73

SONID

La société Nationale d'Import-export et de Distribution (SONID) recrute **1 Agent commercial** de niveau Licence pro Marketing & Techniques commerciales. Tél: (+241) 03 41 99 75

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

POTENTIEL HEBDO

Site web de Potentiel hebdo : www.ihem-gb.org

POTENTIEL HEBDO

DIVERTISSEMENT

Poésie

L'ETERNEL EST DIEU

Dieu le Père,
C'est l'Eternel Jehovah
L'Adonai Jire, l'Elohim
El Shadai El Rapha,
Le Dieu vivant d'Autorité
Le Dieu de la Création.

Pour la grâce accordée
D'être devant Sa face,
A Lui soit Gloire
Dans toute Eternité
Au Seigneur qui battit
Au sommet de Sion.

Très humblement
Prosterné,
J'élève ma prière
Au Maître des éléments,
Au Dieu des situations,
A Celui qui n'a d'égal.

SA VOLONTE

Non digne d'être reçu
Par l'Eternel mon Dieu,
Je suis Son fils,
Et Lui mon Père.

L'Eternel Dieu des armées
A qui mon cœur présenté,
Un cœur chargé et fatigué
Par les contradictions de ce monde.

Mais un cœur qui L'adore,
Et Le suit sans retenue.
Un cœur qui veut faire Sa Volonté
Et uniquement Sa Volonté.

DIEU TRES SAINT

Le Dieu Très-Saint,
C'est le Père Tout-Puissant
A qui ma vie donnée pour la conduire,
Et influencer mon attitude.

Pardonnés tous errements,
Tous égarements, toutes fautes,
Celles de souvenance
Et autres.

Le Seigneur place le bien.
Et d'un cœur bien disposé,
Toute chose
Et toute rémanence.

Cœur d'amour et de vérité,
Cœur de justice et de pardon,
Cœur de fidélité et d'humilité,
Cœur de charité, cœur généreux donné.

Cœur de tolérance et d'unité,
Cœur de sagesse.
Cœur reconnaissant de toute Bonté infinie,
Et de tout Bienfait accordé.

Pour qu'ainsi transformée,
Et apportée à Dieu,
Une juste dime
De ma personne.

GLOIRE A DIEU

Croire au Seigneur,
L'Eternel Dieu
Qui m'a aimé le premier,
Et que J'aime en retour.

A Celui qui m'a élevé
De loin parmi toutes créatures,
J'apporte mon cœur,
Mon âme, mon corps.

A Celui qui me donne la Force
De garder le cap de la Foi
Et de l'Espérance,
J'apporte ma vie.

Me libérer et me protéger
Des contradictions mauvaises,
C'est le Père bienveillant
Qui conduit mes pieds.

Dans l'Amour,
La Sagesse
Et la Vérité,
Dieu donne le Salut.

Dieu révèle
Et développe en moi,
Les dons confiés
Et me donne la Paix.

Constant OYONO (Poète gabonais)

**Potentiel Découverte
de Eugène OBAME NGUEMA**

Solution de la Grille N° 019

E		T	C	B	L	M	S	T				
R	E	B	O	S	A	R	A	G	R	E	E	R
C	O	N	C	U	P	I	S	C	E	N	T	I
O	L	P	L	E	V	E	S	I				
E		V	O	T	A	N	T	S	K	N	P	
M	O	T		A	I	F	R					
C	O	O	L		N	A	N	O	U			
R	O	U	T	E	G	K	R	D				
I	G	A	P		A	B	E	M	E			
L	O	I	S	E	S	P	L	A	N			
O	U	R	D	A	F	I	I	T	C			
I	N	T	E	R	J	E	T	E	R	B	I	E
O	S	O		T	A	R	A	O				
N	A	I	S	S	A	N	C	E				

L'image de la grille n°019 est celle de l'Emblème de l'Estuaire.

En effet, soucieux à la fois d'enraciner notre pays dans le passé et d'en faire l'unité, le président Léon Mba, père de l'indépendance émit deux vœux lorsqu'il était à la tête du pays : il voulait doter le

Gabon d'archives nationales et les différentes circonscriptions, de blasons.

Le président Bongo, parvenu au pouvoir, réalisa le premier. Fin 1969, la direction des Archives nationales était créée. Le président Mba, pour sa part, travailla dans les derniers mois de sa vie à la

constitution des blasons. Au cours d'un voyage, qu'il avait auparavant effectué en Europe, il avait en effet été frappé de voir que les villes, les provinces, les cantons, possédaient tous des blasons qui permettaient de les identifier. Atteint par la maladie, il fit venir à Paris, où il recevait des soins, un héraldiste suisse et des chercheurs gabonais qui, tous ensemble, réalisèrent ces blasons, signes qui doivent permettre aux différentes villes et provinces de garder une personnalité tout en étant profondément rattachées à un grand ensemble, le Gabon.

Pour ce qui est de la province de l'Estuaire, son blason est caractérisé par un triangle bleu azur qui entaille la région. Sa richesse est symbolisée par dix billes d'Okoumé de couleur qui voguent sur les eaux. L'ensemble est couronné par 9 pointes représentant les 9 provinces avec l'Estuaire dans une appartenance à un Gabon indivisible et solidaire protégé par tous.

GRILLE N° 020

															1									Démonstration	
																									8

Pensée de la semaine :

"INTERVENTION DIVINE, INTERVENTION DE LA SUPREMATIE. ET DIEU NOUS PARLE, TANTÔT D'UNE FAÇON, TANTÔT D'UNE AUTRE"

Constant OYONO (Poète gabonais)

Analyse de presse

LE SNEC NÉGO-CIERA JUSQU'AU 10 MAI

Dans sa livraison du 22 avril, le quotidien GABON MATIN nous apprend que le Syndicat National des Enseignants Chercheurs (SNEC) a décidé de poursuivre les négociations entamées avec la tutelle jusqu'au 10 mai 2014. Passé cette date, ils décideront en assemblée générale de la poursuite ou non des négociations.

L'AC BONGOVILLE EN DEUIL

Le portier de l'AC Bongoville, Sylvain Azougou n'est plus. Cette nouvelle est tombée comme un coup d'assommoir chez les férus du football gabonais. L'homme a succombé d'un violent choc qu'il a reçu de l'attaquant du CMS Bakayoko Aboubakar alors qu'ils étaient tous les deux à la conquête du ballon. Il a ensuite été conduit à l'hôpital régional de Franceville où il a tiré sa révérence.

BEN BRUNO MOUBAMBA, PRÉSIDENT?

Telle est la question que se pose notre confrère LA VOIX DU SALUT dans sa dernière livraison. Selon l'hebdomadaire, cet ancien candidat à la présidentielle de 2009 aurait clairement déclaré sur une chaîne de radio qu'il sera candidat à la succession de Pierre Mamboundou à la tête de l'UPG lors du congrès de ce parti qui se tiendra sous peu. Wait and see.

MOUILA ACCUEILLE LE HANDBALL GABONAIS

La ville de Mouila va accueillir du 20 au 27 du mois en cours, la 30ème édition de la coupe du Gabon inter-Club dénommée "Challenge Maganga Moussavou". La question que se pose les inconditionnels de cette discipline est celle de savoir qui détrônera les marigoveens ?


ÇA CHAUFFE À LA SONAPRESSE


Dans sa dernière livraison, notre confrère de l'hebdomadaire ECHOS DU NORD nous apprend que le personnel de la SONAPRESSE, editrice du quotidien l'union, a déposé un préavis de grève de 15 jours sur la table des dirigeants de ladite structure. Cette décision a été entérinée par l'ensemble des personnes ayant pris part à l'assemblée générale consacrée à cet effet.


KARIM WADE TOUJOURS SOUS LES VERROUS


Le fils de l'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade est incarcéré depuis un an. Il est traqué par la justice sénégalaise dans une affaire de biens mal acquis. La question que la presse internationale telle que Jeune Afrique se pose se pose est celle de savoir si celui-ci est victime ou coupable ?


Horoscope de la semaine


23/3-20/4  **BELIER** Pour vous les béliers, vous semez la confusion et la zizanie partout où vous passez. Vous adorez jouer la provocation pour déstabiliser les autres et surtout, pour avoir l'impression de prendre le contrôle de toutes les situations.


21/4-20/5  **TAUREAU** Pour vous les taureaux, vous attendez trop de miracles qui n'arrivent jamais. Ça bouge beaucoup dans votre tête, mais ça ne bouge pas autour de vous malgré vos prévisions. Ne vous découragez pas et restez optimiste. Gardez aussi la tête froide et les pieds sur terre.


21/5-21/6  **GEMEAUX** Pour vous les gémeaux, toutes les fautes qui sont pointées du doigt dans votre travail, vous retombent carrément dessus. À force d'être gentil et serviable avec tout le monde, cela vous retombe sur le dos. Montrez les crocs dès maintenant.


22/6-23/7  **CANCER** Pour vous les cancers, votre imagination vous joue parfois des tours, vous voyez des choses qui ne se passent pas vraiment. Attention à ne pas tomber dans la paranoïa. Restez dans la réalité, et pas dans le fantasme, c'est plus sain.


24/7-23/8  **LION** Pour vous les lions, abstenez-vous de vouloir imposer vos désirs à tout prix. Vous donnez l'image d'un despote qui veut garder son pouvoir coûte que coûte. L'excès de zèle est déconseillé, il suffit de vous adapter au mouvement.

24/8-23/9  **VIERGE** Pour vous les vierges, vous n'avez aucun souci à vous faire, car même si c'est la zizanie dans votre job, vous saurez tirer votre épingle du jeu. Vous verrez les événements sous un angle différent et vous pourrez vous adapter à tout et rapidement.


24/9-23/10  **BALANCE** Pour vous les balances, des freins temporaires vous obligent à vous concentrer uniquement sur les problèmes afin d'en trouver très rapidement les solutions. Pourtant, vous ne pensez qu'à une chose vous lancer dans de nouveaux projets.

24/10-22/11  **SCORPION** Pour vous les scorpions, ne forcez pas les choses et surtout, prenez du recul face aux multiples questions ou propositions qui viennent à vous. Ne vous obligez pas à faire des tâches qui ne vous plaisent pas, mais ne les imposez pas aux autres non plus.

23/11-22/12  **SAGITTAIRE** Pour vous les sagittaires, entre les changements de dernière minute et les difficultés dues à des erreurs de jugement, vous ne savez plus où donner de la tête. Gardez votre calme pour gérer le plus rapidement possible ce parcours du combattant.

23/12-20/1  **CAPRICORNE** Pour vous les capricornes, ne laissez pas les choses en l'état dans votre professionnel et au contraire agissez vite. Vous êtes obligé de réagir si vous voulez éviter les remarques de vos supérieurs. Faites preuve d'anticipation.

21/1-19/2  **VERSEAU** Pour vous les verseaux, vous ne supportez pas que l'on prenne des décisions à votre place et que l'on vous mette la pression. Pourtant, vous n'avez pas d'autres choix que de subir pour le moment. Tout vient à point à qui sait attendre.

20/2-22/3  **POISSON** Pour vous les poissons, vous commencez à apprécier de plus en plus ce climat qui vous pousse à réagir et à prendre de grandes décisions. Vous vous sentez transcendé et plus fort. Vous trouvez ainsi la détermination pour vaincre votre timidité et vous exprimer librement.

AVIS DE RECRUTEMENT

CEMAC Consulting

Pour les besoins de son fonctionnement, le Cabinet d'Expertise en Management et Communication recrute **1 Conseil juridique** dynamique et performant. Niveau requis: Master de Droit des affaires.
Tél: (+241) 04 54 34 73

POTENTIEL Hebdo

POTENTIEL Hebdo recrute **2 Journalistes** chevronnés. Niveau requis: Licence pro Information et Communication et Master Economie.
Tél: (+241) 04 41 83 49

AFRICA BTP Engineering

La société AFRICA BTP Engineering recrute **1 Conducteur des travaux** pour les besoins de ses chantiers. Niveau requis: Licence pro Génie civil.
Tél: (+241) 03 41 99 75

IHEM

L'Institut des Hautes Etudes de Management (IHEM) recrute pour les besoins de son activité :
1 Directeur académique de niveau doctoral en sciences de gestion, **1 Directeur Administratif et Financier** de niveau Master 2 Gestion administrative, Finance Comptabilité ou GRH, **1 Assistant Comptable** de niveau Licence pro Comptabilité, Finance, Banque ou Assurance, **1 Assistant de communication** de niveau Licence pro Information et Communication, **1 Assistant de logistique** de niveau Licence pro Logistique, **1 Surveillant général** et **3 surveillants généraux adjoints** de niveau Licence pro, **1 Secrétaire de direction** de niveau BTS, **2 Secrétaires reprographes** de niveau CFP4, **1 Agent de liaison** ayant un permis B & C, **2 Techniciennes des surfaces** et **3 vigiles**.
Tél: +241 07 96 32 92 / 06 06 88 34 / 04 60 79 36

LPE

Le Lycée Privé de l'Excellence (LPE) recrute **1 Secrétaire** de niveau BTS et **1 Surveillant** de niveau Licence pro pour les besoins de son activité.
Tél: (+241) 03 41 99 75

CSBD

Le Complexe Scolaire Bourgeois Dauphines, pour les besoins de son fonctionnement, recrute **3 Instituteurs (trices)** de niveau BAC+2, **2 Educatrices préscolaires** de niveau BEPC+1, **1 Technicienne des surfaces** de niveau BEPC et **2 vigiles** de nuit.
Tél: (+241) 04 54 34 73

SONID

La société Nationale d'Import-export et de Distribution (SONID) recrute **1 Agent commercial** de niveau Licence pro Marketing & Techniques commerciales.
Tél: (+241) 03 41 99 75

POTENTIEL HEBDO

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

Fondateur et Directeur de la publication, Directeur de la rédaction: **Constant OYONO EBANG OBAME**
Rédacteur en chef: **Steve Joseph MOUNGUENGUI**
Assistant de rédaction: **Dimitri AMVENE**
Secrétaire Infographe: **Olivia Albertine AKARE**
Consultants: **Dr Jonathan NTOUTOUME NGOME**, **Dr Bernard EKOME OSSOUMA**, **Dr Alphonse NDIINGA NZIENGUI**, **Euloge Hervé MAGNAKA DIBA**
Secrétariat & publicité CEMAC Consulting
B.P. : 26764 Libreville
Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349
Adresse du journal : B.P. : 26764 Libreville, Siège social : Libreville.
Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349
Email : potentielhebdo@yahoo.fr
Composition et impression : MULTIPRESS GABON
B.P. : 3875 Libreville
Tél.: 01 73 21 75
Distribution : Sogapresse
B.P. : 121 Libreville,
Tél : (+241) 73 31 08 / 73 31 31

Ecobank

La Banque Panafricaine

AFRICA BTP Engeneering

GENIE CIVIL & TRAVAUX PUBLICS TOUS CORPS D'ETAT



Résidence privée



Aménagement de chaussées



Grue



Bétonnière de chantier

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN BATIMENT

- Maçonnerie;
- Electricité;
- Plomberie;
- Etanchéité;
- Carrelage;
- Menuiserie aluminium;
- Menuiserie bois;
- Peinture;
- Toiture et Couverture;
- Climatisation;
- Voiries;
- Réseaux divers.

CONSTRUCTION INDUSTRIELLE

- Construction métallique;
- Hangars;
- Usines;
- Complexes industriels.

CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART

- Ponts et Chaussées;
- Monuments...

CONSTRUCTION D'AERODROMES.

CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, RENOVATION ET ENTRETIEN DES ROUTES

*Le développement de l'Afrique
avec AFRICA BTP Engeneering.*

Rond point pavés de MINDOUBE 2

Tél.: 0341 9975 / 0441 8349 / 0454 3473 Libreville

Email: africabtpengeneering@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

ACTUALITE

POLITIQUE

Le Président du Niger à Libreville



Le président nigérien Mahamadou Issoufou

Le président nigérien, Mahamadou Issoufou, a effectué la semaine dernière, une visite de 48 heures en terre gabonaise. Pendant cette visite, il était question de renforcer les liens déjà étroits entre Libreville et Niamey.

Le Chef de l'Etat nigérien, Mahamadou Issoufou, vient d'effectuer une vi-

site de 48 heures au Gabon où il a été accueilli à sa décente d'avion par son homologue Ali Bongo Ondimba. Pendant cette visite, les deux hommes d'Etat ont échangé sur de nombreuses questions notamment l'épineux problème de la pauvreté qui mine le continent africain dans son ensemble et particulièrement l'Afrique sub-saharienne. Des

solutions ont été envisagées pour sortir le continent noir de ce marasme et de l'insécurité qui prennent chaque année des proportions inquiétantes. Pour cela, l'homme fort du Niger a milité pour le renforcement d'une coopération agissante entre les Etats africains. Ce qui permettrait de réduire les divisions et les guerres en Afrique. C'est d'ailleurs dans cet élan que les deux Chefs d'Etat ont décidé de renforcer la coopération bilatérale entre leurs deux pays en dynamisant la commission mixte nigéro-gabonaise qui devra se réunir très bientôt selon le numéro 1 nigérien. Ali Bongo et son homologue ont également discuté d'une éventuelle coopération dans le domaine des mines, car, les deux pays disposent d'importants gisements en la matière, notamment le fer pour ce qui est du Gabon et de l'uranium pour le Niger. Parmi les secteurs qui vont

faire l'objet de coopération entre les deux Etats, il ya également ceux de l'énergie et de l'agro-pastoral. Le président de la République gabonaise a par ailleurs salué le caractère fructueux et enrichissant des échanges qu'il a eu avec son homologue nigérien félicitant celui-ci pour son ambitieux programme dénommé « renaissance Niger » qui est une fierté

selon le chef de l'exécutif gabonais avec notamment les négociations entre le géant minier français Aréva et l'Etat nigérien qui sont en passe de trouver un compromis car, à en croire le Chef de l'Etat nigérien, l'objectif de son pays est d'équilibrer le partenariat qui existe depuis plusieurs années entre les deux parties.

Steve MOUNGUENGUI

SPORT

OGSSU 2014 :

pour une jeunesse conquérante

Les 37èmes jeux de l'Office gabonais des sports scolaires et universitaires (OGSSU) ont connu leur épilogue mercredi 22 avril dernier au stade de Nzeng-Ayong en présence du ministre chargé des sports, Blaise Louembet, qui a procédé à la remise des trophées aux vainqueurs.



L'OGSSU est un moment d'intense partage pour la jeunesse

L'atmosphère était particulièrement électrique mercredi dernier au stade de Nzeng-Ayong, à l'occasion de la cérémonie de clôture des 37èmes jeux de l'OGSSU. Pendant une semaine d'horloge, les jeunes élèves et étudiants venus de toutes les contrées du pays ont rivalisé de talent et d'adresse pour remporter les précieux sésames prévus pour la circonstance dans plusieurs disciplines. On a de ce fait assisté aux oppositions de bonne facture qui ont permis aux amoureux du sport de se rendre compte de l'immense richesse que regorge notre pays dans toutes les disciplines de cette fête du sport.

En effet, il convient de dire qu'à la base, cette compétition avait été suscitée par les plus hautes autorités pour qu'elle serve de base de détection de talents pour les clubs et par la suite pour les équipes nationales des différentes disciplines d'une part, et d'autre part, pour permettre aux jeunes de s'épanouir par la pratique du sport qui est une activité saine. Ces jeux de l'OGSSU sont donc l'occasion d'attirer l'attention des plus

hautes autorités sur l'importance de la pratique du sport dans un pays. Car il convient de dire que l'OGSSU a perdu son lustre d'antan et ne suscite plus le même intérêt qu'il y a quelques années or, cette compétition a produit plusieurs athlètes qui ont fait la fierté du sport gabonais. Le gouvernement gagnerait donc à tout mettre en œuvre pour que l'OGSSU retrouve ses lettres de noblesse car elle est un véritable vivier pour le sport gabonais. Pour preuve, depuis que cette compétition sportive a perdu de sa superbe, le constat est que le Gabon, en dehors des débits d'alcool et autres lieux insalubres qui ne désemployaient pas, connaît une régression considérable notamment en athlétisme où le jeune Willy Mbinjou de (l'INGS) a été la découverte de la 37° édition. En football scolaire féminin, le Haut-Ogooué et l'Estuaire ont sorti leur épingle du jeu alors que chez les scolaires, c'est la ngouni qui a fait feu de tout bois.

Steve MOUNGUENGUI

SOCIAL

Journée nationale de la femme

La date du 17 avril marque depuis plusieurs années au Gabon, la commémoration de la journée nationale de la femme. C'est souvent l'occasion de rendre un hommage mérité aux femmes pour le rôle primordial qu'elles jouent dans le développement de notre pays.

Au Gabon, la date du 17 avril est pleine de signification. Car, elle marque la célébration de la journée nationale de la femme. Initiée par feu le président Omar Bongo Ondimba, cette journée est l'occasion de rendre hommage aux femmes pour le rôle primordial qu'elles jouent dans le développement de notre pays. Maillon essentiel de notre société, la femme gabonaise est omniprésente dans tous les secteurs d'activités et de plus en plus dans des secteurs qui étaient au-



La journée nationale de la femme permet de valoriser la gente féminine

trefois l'exclusité des hommes. Ainsi trouve-t-on aujourd'hui au Gabon, des femmes qui opèrent dans des domaines tels que la mécanique, le taxi, le lavage automobile et même dans le ramassage et le transport des ordures ménagères. Cette volonté de travail clairement affichée par la femme gabonaise, procède sans doute de sa détermination à ne pas se laisser entrainer par la paresse et la facilité avec leurs effets collatéraux que sont la

pauvreté, la prostitution, l'escroquerie et la délinquance chez les jeunes filles. C'est pourquoi le gouvernement doit tout mettre en œuvre pour qu'il y ait en plus des centres de formation, des organismes de micro-finance susceptibles de les rendre autonomes et préfinancer leurs activités après leur formation. Car, si les femmes gabonaises sont accompagnées dans leurs projets, c'est le pays qui gagnera car elles sont dynamiques et elles l'ont toujours démontré à tous les niveaux. Elles sont de plus en plus nombreuses à s'investir dans l'entrepreneuriat, le commerce et sont la principale constituante du tissu économique gabonais. La journée nationale de la femme doit donc sonner comme l'occasion pendant laquelle, un hommage particulier est rendu à cette gardienne des valeurs.

Steve MOUNGUENGUI

Les greffiers en grève

Les greffiers gabonais observent un mouvement de grève depuis plusieurs semaines. Jusqu'ici, aucune solution concrète ne transparait du côté de la tutelle alors que toutes les activités du Palais de justice de Libreville sont paralysées.

Toutes les audiences sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Telle est l'inscription que l'on pouvait lire à la porte d'entrée du palais de justice de Libreville. Pour cause, un mouvement de grève observé par les greffiers qui réclament entre autres, la mise en place d'un plan de carrière, un accès aux stages et aux formations continues, le relèvement du point d'indice, l'amélioration des conditions de travail

etc. Selon un greffier qui a requis l'anonymat, "il est aujourd'hui quasiment impossible pour des greffiers d'accéder aux stages et aux formations continues parce que la tutelle ne les prévoit pas. Autrement dit, il est très difficile pour un greffier de passer d'une catégorie à une autre. Nous sommes recrutés en catégorie B1 et la plupart d'entre nous, allons en retraite sans avancer d'un iota" a-t-il fulminé avec une voix étreinte d'émotion. "Nous avons donc décidé unanimement, que la levée de ce mouvement de grève est conditionnée par la satisfaction de nos revendications." Face à la tournure des événements, ce qui est plus inquiétant, c'est le mutisme observé par le gouverne-



Une vue du Palais de justice de Libreville. Les activités y ont cessé depuis plusieurs jours

ment qui ne daigne pas mettre en place un mécanisme susceptible d'amener les deux parties à la table des négociations pour que la sérénité revienne au corps de garde de notre pays. Parmi les points évoqués par les greffiers, il y a aussi l'amélioration des condi-

tions de travail. Nos valeureux magistrats et greffiers travaillent chaque jour dans des conditions exécrables et parfois même extrêmes. Bureaux vétustes, matériel informatique insuffisant (et parfois d'un autre temps) ou inexistant sont le quotidien de ces greffiers. Comment peut-on demander à nos greffiers et à nos magistrats d'être performants quand les conditions de la performance ne sont pas réunies ? Peut-on devenir un pays émergent avec une justice inefficace. Il revient au gouvernement du Pr Ona Ondo de trouver une solution idoine à ce sujet pour que les activités reprennent au palais de justice.

Steve MOUNGUENGUI

Le saviez-vous ?

- 20 millions : c'est le nombre de victimes dans le monde depuis l'identification du VIH ;
- 34 millions : c'est le nombre de personnes dans le monde vivant avec le VIH en 2012 ;
- 2,5 millions : c'est le nombre de contamination du VIH dans le monde en 2012 ;
- 1,7 millions : c'est le nombre de décès dus au Sida dans le monde en 2012.

La rédaction

EDITORIAL

Les spécialistes de la science administrative s'accordent à reconnaître que le rôle de l'Administration, en tant que bras séculier de la Puissance publique, est d'informer le Pouvoir et les citoyens, de susciter la décision politique et de transformer l'option politique en actes concrets au bénéfice des populations.

Ceci laisse entendre que l'Administration est un service- ou plus exactement est constituée d'un ensemble de services organisés verticalement et horizontalement et ayant pour finalité de servir le peuple. Ses valeurs cardinales sont la probité, le sens de l'intérêt général et l'accès égal de tous les citoyens aux différentes prestations qu'elle sert aux membres de la collectivité nationale. Dans un Etat de droit, l'Administration est régie par des lois, décrets, arrêtés, règlements divers, et ses décisions peuvent être contestées devant le tribunal administratif ou le Conseil d'Etat, juridiction suprême en matière de contentieux administratif entre l'Etat et les citoyens privés.

En outre, il est de notoriété publique que l'appât du gain et le goût du lucre dans certains services publics hospitaliers rabaisent la dignité de certains compatriotes assurés à la CNAMGS et dont la prise en charge est effectuée avec une lenteur et une désinvolture délibérées par certains professionnels désireux de bénéficier d'argent frais.

L'octroi illégal de parcelles de terrain par des autorités qui n'en ont plus la compétence (préfets, sous-préfets) amène constamment l'Agence Nationale de l'urbanisme et des travaux topographiques à dire le droit et à rappeler au moyen de communiqués comminatoires dans la presse, la nullité de telles cessions. Mais elle le fait, depuis son siège librevillois, dans ses bureaux climatisés. C'est l'exemple d'une mauvaise ingénierie managériale car, il n'est point évident que de telles Oukases impressionnent tel chef de canton de l'Abanga-Bigné ou de la Sébé-Brikolo ! C'est pour cela qu'il est souhaitable de se départir d'une culture de la bureaucratie administrative -ou bureaucratie excessive- inefficace pour un

LA BUREAUCRATIE EXCESSIVE, UN FREIN A L'EMERGENCE

Le fait au Gabon est que l'Etat -en tant que personne morale et donc justiciable- est régulièrement condamné à de lourdes amendes et paiements de dommages et intérêts devant les juridictions nationales compétentes. Et pire ! Si tous les citoyens lésés dans notre République intentaient des procès contre l'Etat, la facture serait astronomique pour les finances publiques et le discrédit généralisé pour l'espace de l'officialité. C'est ainsi que la femme enceinte sur le point d'accoucher et refoulée d'un hôpital public en grève pourrait à bon droit ester en justice contre l'Etat pour atteinte gravissime de son droit à la santé ; la même démarche pourrait être envisagée par l'élève inscrit en classe de terminale et dont le dossier de bourse est transmis avec retard à l'Agence nationale des bourses du Gabon. Et les usagers de la route nationale qui ont dû patienter des heures durant sous la chaleur caniculaire, la réparation de l'éboulement de Nkolintang qui a rendu la chaussée impraticable, pourraient traîner valablement l'Administration des Travaux publics et son incurie devant les tribunaux pour demander et obtenir réparation du préjudice ainsi occasionné.

Dr Bernard EKOME OSSOUMA
Maître - Assistant des Universités

maillage territorial plus efficace ! A l'instar des campagnes d'enrôlement menées par la CNAMGS pour rendre effectif le droit à la santé pour tous.

Dans un pays de culture orale comme le Gabon et où l'inculture juridique est hélas très répandue, n'est-il point comique de lire communiqués et décisions précédés de nombreux « Vu » et « entendu » qui relèvent pour le commun des gabonais d'un charabia administratif indigeste et inaudible? Que faire?

La puissance Publique pourrait ressusciter le Ministère de l'Education populaire et les compétences qu'elle héberge afin qu'en français facile et même en langues nationales, les projets et décisions de l'Administration soient expliqués et obtiennent l'adhésion du peuple qui est le Souverain en démocratie.

Par ailleurs, il peut être utile de s'inspirer de l'exemple d'un pays voisin au boom économique spectaculaire où l'Administration intègre et vigilante descend constamment sur le terrain pour contrôler la qualité des ouvrages réalisés et s'assurer par l'entremise d'équipes de veille, que les décisions prises par la hiérarchie sont respectées sur le terrain.

FAITS DIVERS

Des tombes profanées à Lalala

Drôle de situation que celle qui se serait révélée le week-end dernier au cimetière municipal de Lalala dans le 5ème arrondissement de Libreville : des tombes profanées à l'insu du vigile des lieux.

En effet, l'épilogue a lieu dans la nuit de vendredi à samedi. Alors que dans la matinée de samedi, une famille venait se recueillir sur la sépulture de l'un des leurs inhumé sur les lieux, grande a été la stupéfaction d'apercevoir et de constater que des tombes avaient été profanées à proximité. Les personnes sur les lieux, curieuses d'en savoir plus, se seraient rapprochées des dites tombes pour observer que les deux sépultures, dégarnies de leurs couvercles, laissaient apparaître des cercueils éventrés et des sque-



Des tombes entrouvertes du fait des éboulements de terrain

visiblement apeuré, leur aurait dit, de source proche, qu'il n'en savait rien d'autant qu'il n'avait entendu aucun bruit la nuit. Ceci se passe dans la partie du cimetière jouxtant le lycée public, proximité par où semblerait-il, les criminels seraient passés pour accomplir leur basse besogne avant de prendre la clé des champs en oubliant de

c'est-à-dire mises les unes sur les autres par faute d'espace d'enterrement et sans croix indicatrice.

Toutefois, avec ce forfait commis par des individus qui certainement ne sont pas à leur premier forfait, les adeptes de crimes rituels semblent avoir déplacé leurs stratégies quand bien même se pose avec acuité, la question de l'aménagement de cimetières municipaux modernes et la garde de ceux déjà existants et à venir, le cimetière étant non seulement le lieu de repos de nos morts mais également un lieu de vie car, ne dit on pas chez nous que « les morts ne sont pas morts ». Pour preuve : alors que l'on croyait ce phénomène banni, les adeptes impunis d'esotérisme et de crimes rituels par ossements humains interposés à des fins, semble-t-il, fétichistes et de pouvoir politique, ravivent leur instinct de prédateur à moins de deux ans de l'élection présidentielle au Gabon.



Avec des tombes quasiment recouvertes d'herbe, le malfrat aurait opéré sans être inquiété

lettes dégarnis de nombreux de leurs ossements dont le crâne. Ahuries, elles auraient pris contact avec le vigile des lieux qui dormait semble-t-il sous picole, pour de plus amples informations. Malheureusement, le vigile,

recouvrir les lindeux. Mais, le plus grave autour de cette intrigante situation qui a vu tout de suite, l'attroupement de nombreux riverains, c'est l'impossibilité d'identifier les défunts de ces vieilles tombes qui déjà étaient juxtaposées,

La rédaction

GRILLE TARIFAIRE DE POTENTIEL HEBDO

	DESIGNATION	TARIF
PETITES ANNONCES (PAP)	Rubrique Potentiel Fouineur Rubrique Potentiel Immobilier + Photo toutes rubriques PAP	Les petites annonces sont gratuites
PETITES ANNONCES (PAC)	Module Potentiel avis tous les signes Module Potentiel à la une tous les 25 signes + Photo Potentiel avis + Photo Potentiel à la une	1 000 F 3 200 F 5 200 F 10 500 F
FRAIS TECHNIQUES DE CREATION DE MAQUETTE	Formats Oreille, Bandeau, 1/8, 1/6, 1/5, 1/4 et 1/3 de page Format 1/2 page de Couverture Format 2è de Couverture la page Format, Double page centrale	30 200 F 70 300 F 140 500 F 250 300 F
EMPLACEMENTS DE COUVERTURE	Oreille de couverture Première de couverture Bandeau 2ème de couverture	99 000 F 520 000 F 253 000 F 983 000 F
EMPLACEMENTS INTERIEURS	1/8 page 1/6 page 1/5 page 1/4 page 1/3 page 1/2 page 1 page Double page centrale	82 600 F 190 000 F 160 000 F 140 900 F 110 000 F 95 000 F 40 000 F 983 300 F

GESTION D'ENTREPRISE

Le sempiternel problème des transports à Libreville

SOCIAL

Se déplacer en bus ou en taxi à Libreville est devenu un mal pratiquement incurable face auquel les plus démunis de la société sont quotidiennement confrontés. Si, dix ans en arrière, ce sont les chauffeurs de taxi et autres transporteurs en commun qui courraient après les clients, aujourd'hui, la tendance est complètement inversée. La loi de l'offre et de la demande qui voudrait que le client soit roi, fait désormais de ce dernier un véritable mendiant, au point où certaines personnes n'hésitent pas à se rendre à leurs lieux de travail à pieds, le plus souvent après avoir marché sur plusieurs kilomètres, sans oublier l'état pitoyable des routes de la capitale. Pour la majorité des populations riveraines, il n'existe pas un système organisé de transport à Libreville. La preuve flagrante, c'est qu'il n'y a plus de tarif unique, quelque soit le trajet à parcourir. Toute tarification est plutôt assujettie, malheureusement, à la tête du client, mieux encore, au plus offrant. Les tarifs sont ainsi triplés voire quintuplés, échappant ainsi à toute réglementation autorisée par les autorités compétentes ou la loi en vigueur sur le territoire national. Chose surprenante, c'est que ce fléau prend de l'ampleur et demeure curieusement, à l'étonnement de tous, impuni. Finalement, essayons de comprendre ! A qui incombe une telle responsabilité ? Est-ce le ministère des transports ? Est-ce le ministère du commerce ? Ou s'agit-il des prérogatives de l'Hôtel de ville dont la vocation est d'assurer le bien-être des citoyens ? Tous les Librevillois, comme un seul homme, se demandent : « Pourquoi personne ne fait rien pour éradiquer ce marasme social si grandissant ? »

Essayons de recenser tous les modes de transport en commun existant à Libreville, puis, orientons un regard attentif sur le pourcentage des gabonais qui exercent cette activité. Il va sans dire qu'ils sont quasiment inexistantes. Sans se déverser dans la xénophobie, les frères des pays voisins sont très majoritaires. Ils semblent avoir, en toute certitude, la maîtrise parfaite de ce secteur d'activités. N'est-ce point, peut-être, la raison pour laquelle aucun parmi eux ne veut se soumettre aux lois, aux us et coutumes de chez nous (leur terre d'accueil) ? Ailleurs, dans d'autres lieux, c'est l'Etat avec ses corps constitués en pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif qui établit et fait respecter les lois en vigueur ; mais pourquoi nos frères étrangers veulent-ils imposer leur autorité traduite en loi dans le domaine du transport urbain ? Serions-nous si gentils, sinon trop gentils, au



Pour les populations gabonaises qui ne savent plus compter sur la responsabilité des dirigeants de notre pays, la question des transports représente la croix et la bannière, un véritable chemin de croix pour les riverains.

point de se laisser dominer dans notre pays, sous prétexte que les gabonais ne s'intéressent nullement au métier de chauffeur de taxi, ni à d'autres activités économiques jugées hâtivement et à tort de sous-métiers ? Il n'est pas question ici à travers ce propos, de critiquer qui que ce soit, il s'agit plutôt d'être réaliste face à des problèmes aussi concrets que ceux du transport urbain qui affecte au quotidien la vie des gabonais, de manière générale.

RÔLE ET PLACE DE LA SOGATRA

Par ailleurs, il se pose avec acuité la question de la place et du rôle de la Société Gabonaise de Transport (SOGATRA). Après avoir hérité les somptueux bus de la CAN 2012, lors de l'édition jumelée Gabon-Guinée équatoriale, cette compagnie de transport en commun semble toujours n'être que l'ombre d'elle-même ; la souffrance des gabonais est loin de prendre fin, bien au contraire, car de nombreux manquements y demeurent encore, dont les plus criants sont, sans aucun doute ce qui suit. Il n'y a aucune ponctualité dans les services, et l'écart entre les bus est généralement de plusieurs heures, même durant les heures de pointe où les populations sont massivement entassées en bordure de route, en quête d'un moyen de transport. Nombreux, aujourd'hui, ont encore à l'esprit le souvenir de la Sotravil, qui a su, de son temps, desservir Libreville et banlieues à la satisfaction de tous. Cette entreprise a coordonné de façon professionnelle le transport des élèves et des particuliers pendant plusieurs années. A l'étonnement de tous, pourquoi cela ne peut pas être le cas pour la SOGATRA, dont les véhicules semblent pourtant être plus sophistiqués ?

LE MANQUE D'ABRIBUS

Outre l'absence des bus, compte tenu de leur insuffisance numérique, il se pose le problème de

l'inexistence d'abribus ; dans les lieux de stationnement, les clients sont à la portée des intempéries : soleil intense, pluie, poussières, etc. L'exemple le plus accablant qui frise un réel désespoir, c'est le cas des voyageurs qui attendent impuissamment les bus pour N'toum au grand carrefour Rio. Abandonnés à eux-mêmes, ils doivent supporter la chaleur et la pluie au vu de tout le monde, sans que cela n'affecte aucune personne. Il est à noter que le véritable calvaire est la période de grandes pluies, le moment où des averses tombent continuellement, parfois durant plusieurs jours, créant un véritable désarroi auprès des voyageurs qui se demandent à quel saint se vouer, en fin de compte. Ce qui se produit à Rio, c'est pratiquement la même chose que l'on constate à toutes les stations de la SOGATRA, aussi bien au centre-ville qu'en zone périphérique, comme dans les banlieues proches de la capitale.

TAXIS COMPTEURS ET CONTRÔLES DE POLICES?

Sans avoir remédié à la question du déficit des bus susceptibles d'assurer un vrai trafic de masse, d'aucuns parlent déjà de taxis avec compteurs, surtout lorsque nul n'ignore le phénomène grandissant des embouteillages et l'absence d'un réseau routier urbain fiable. L'urgence n'est pas tant le luxe, même avec des engins très climatisés ou robotisés, l'essentiel pour les uns et les autres, c'est la garantie d'être transporté quotidiennement dans des conditions de commodité certaine et en toute sécurité. Et les bus doivent compléter l'action des taxis, qui semblent très insuffisants, même si l'on a l'impression que leur nombre ne cesse d'augmenter chaque jour, sans oublier les clandos en zone suburbaine.

Par ailleurs, faute de papiers réglementaires pour l'exercice du transport en commun en ville, à savoir le permis de conduire, l'assurance du véhi-

cule, la carte grise, etc., nombreux sont ceux-là qui, lors de grands contrôles de police, préfèrent tout simplement cesser de travailler en mettant en sécurité leurs véhicules. Car la moindre contravention tourne autour de 24.000 f cfa et peut atteindre des centaines de mille, tout dépendant de la nature de l'infraction ou des pièces manquantes, sans omettre les humeurs de l'agent qui assure le contrôle. Malgré le fait que les forces de l'ordre soient accusés de malmener les chauffeurs de taxi et autres clandomen, tout confirme que leur présence est nécessaire, d'autant plus qu'ils contribuent fortement à lutter contre le grand banditisme en zone urbaine, où les sans-papiers sont en nombre grandissant et constituent une réelle menace dans les transports en commun.

RESPONSABILITES PARTAGEES

En somme, qu'il s'agisse de la SOGATRA, des chauffeurs de taxi ou les clandomen, les conclusions sur les résultats obtenus sont quasiment les mêmes, les uns et les autres n'arrivent pas à résoudre de façon significative, cette épineuse question du transport des librevillois. Ils ne cessent de se jeter l'anathème entre eux, alors qu'ils sont tous directement impliqués, chacun à son niveau, en fonction du rôle qui lui est dévolu. C'est à croire que personne n'est responsable de rien, et à chacun de procéder comme bon lui semble ; tout se déroule comme s'il n'existait pas une vraie réglementation qui ordonnerait le travail des chauffeurs de taxi et du travail des clandomen, au point, par exemple, de fixer une tarification unique, régulant le transport urbain à Libreville. Une rationalisation de l'activité dans ce sens semble s'imposer, tout le monde en est conscient, les problèmes étant visibles à telle enseigne que rien ne peut passer inaperçu devant des gens attentifs et regardants sur les maux qui affectent leur quotidien de façon très douloureuse.

Le présent propos n'est pas une critique adressée à l'endroit d'une personne en particulier ou en direction d'une institution précise, il s'agit ici de solliciter l'esprit nationaliste et altruiste des uns et des autres, dans le but de compatir ensemble aux différents problèmes de transport urbain et du réseau routier qui handicapent plusieurs Librevillois. Ces problèmes étant incontestablement réels, il s'avère urgent que tous les acteurs impliqués prennent désormais conscience de la situation et proposent, par la suite, des solutions concrètes et pérennes.

Dr Alphonse
NDINGA NZIENGUI,
Maître-assistant des universités

Potentiel brèves

LA PIP EST DÉSORMAIS EN MARCHÉ



Le Conseil des ministres du 18 avril dernier a adopté le projet de loi sur la mise en place de la prime d'incitation à la performance. C'est donc un signal fort que le gouvernement émet à tous ceux qui avaient encore des doutes à ce sujet.

LA PÂQUES CÉLÉBRÉE AVEC FERVEUR



Comme à l'accoutumée, les chrétiens du monde entier ont célébré les 20 et 21 avril dernier, la fête de pâques. Au Gabon, l'ensemble des chrétiens de toutes les congrégations ont répondu présents aux différents lieux de culte. Notons que la pâques rappelle aux chrétiens la mort et la résurrection de Christ.

LES JOURNÉES MÉDICALES OPHTHALMOLOGIQUES LANCÉES À LAMBARÉNÉ



La septième édition des journées médicales ophtalmologiques ont récemment eu lieu à l'hôpital Albert Schweitzer de Lambaréné, le chef lieu de la province du Moyen Ogooué. Notons que depuis la première édition de ces journées, près de 11600 patients ont déjà été pris en charge.

PIERRE ALAIN MOUNGUENGUI À YAOUNDÉ



Le président de la Fédération gabonaise de football, Pierre Alain Mounguengui, était récemment à Yaoundé où il a été reçu par le président de la Confédération africaine de football. Pendant cette visite, il a présenté au patron de la CAF, le projet qu'il entend mettre en œuvre pour le développement du football gabonais.

La rédaction

L'IHEM - Institut des Hautes Études de Management, l'École de référence

L'Institut des Hautes Études de Management en abrégé I.H.E.M. est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations reconnu par l'Etat.

Fondée en septembre 2005, par M. Constant OYONO EBANG OBAME, MBA des sciences de gestion, cette Ecole offre aux étudiants, un enseignement pluridisciplinaire entièrement consacré aux études économiques et commerciales et constituant, une véritable synthèse de connaissances dans le domaine du Management des entreprises et des administrations à partir d'une unité de conception et de méthode induisant une forte complémentarité du corps professoral et une large possibilité de filières offertes aux étudiants.

L'I.H.E.M. entend donner aux étudiants venant de tous les horizons, une formation reposant sur un parcours prestigieux et conduisant à des postes à hautes responsabilités dans les administrations nationales, les organisations internationales, les entreprises industrielles, commerciales ou de service, les banques et les sociétés d'assurance ou de conseil, les cabinets juridiques ou la création de leurs propres entreprises.

Et c'est pourquoi, l'Ecole a mis en place une politique de coopération avec un certain nombre d'universités et d'Ecoles telles que la Rouen business School (France), l'IESEG School of management de Lille (France), l'Institut Universitaire du Golf de Guinée (Cameroun), l'Université de Québec à Montréal-UQUAM (Canada) et l'Université de Douala. L'I.H.E.M qui croit que la formation technique et professionnelle doit s'accompagner à part égale de la culture générale, entend former des professionnels capables de maîtriser les nouveaux courants économiques et commerciaux et ayant une bonne ouverture intellectuelle, nécessaire à tout décideur.

A cet effet, des formations de premier, second et troisième cycles sont proposées conduisant à une diplomation d'Etat et à une diplomation d'Ecole (soumise à l'homologation de l'Etat) à finalité technique et professionnelle, à savoir :

- Le Bachelor ou Licence professionnelle en trois (3) années après le Baccalauréat (Cycle normal : 180 crédits) ou en 1 année après le DUT (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- Le DESS ou Master 2 en deux (2) années après la Licence (Cycle normal : 120 crédits) ou en une (1) année après la Maîtrise d'université (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- L'Exécutif MBA Master of Business Administration en deux années après le Master 2, le DESS ou le DEA (Cycle normal : 90 crédits) ou en une année (Cycle spécial : 45 crédits) ;
- Le Doctorat en une (1) année après l'Exécutif MBA

Le modèle de formation que développe l'I.H.E.M, un modèle internationalement reconnu pour le Management de haut niveau, est basé grosso modo sur deux grands principes :

- Une sélection rigoureuse des candidats ;
- Une volonté d'excellence académique en prise directe avec la réalité de la vie professionnelle.

PROGRAMME DE BACHELOR SPECIALISE OU LICENCE PROFESSIONNELLE

Le programme de Bachelor ou Licence professionnelle qui s'étend sur une année est d'abord recommandé aux professionnels, fonctionnaires et aux détenteurs d'un diplôme supérieur (DEUG, BTS, DTS, DUT, LP 2 soit BAC + 2) en activité de préférence et ayant des connaissances en marketing, commerce, finance, gestion, comptabilité, communication, administration et informatique.

Ensuite, les élèves détenteurs du baccalauréat, toutes séries confondues, peuvent y être inscrits pour une formation d'une durée de trois (3) années avec la possibilité de passer le DUT.

Le programme de Bachelor a pour thème général, les rapports entre l'entreprise ou l'administration et le management. De là découlent ses deux caractéristiques :

- C'est un programme d'initiation : il a pour objet d'introduire au langage, au raisonnement et aux grandes divisions managériales, de rendre familier le monde du management ;
- C'est un programme de synthèse: partant de l'idée que les différentes disciplines managériales applicables à l'entreprise et d'abord le marketing ne se comprennent bien qu'à partir de solides connaissances en gestion, il lie en permanence, l'étude de cette discipline aux autres disciplines: Commerce, Communication, Administration, Finance et Comptabilité.

En tout, il comporte, tous les éléments d'une bonne formation en Gestion des Entreprises et des Administrations dont les options proposées sont:

- 1 - Information et Communication. Options : Communication d'Entreprise* / Journalisme* / Production Audiovisuelle* / Marketing communication**.
- 2 - Gestion Commerciale. Options : Techniques de Commercialisation* / Commerce International* / Douane Transit* / Gestion Logistique et Transport** / Management des unités commerciales* / Marketing et Commerce International**.
- 3 - Gestion Financière et Comptable. Options : Comptabilité Gestion* / Banque Finance* / finance Comptabilité** / Banque Assurance* / Assurance* / Audit et

contrôle de gestion financière**.

4 - Gestion Administrative. Options : Administration générale* / Administration Diplomatique et Consulaire** / Administration des affaires maritimes** / Administration sanitaire et gestion des institutions hospitalières** / Administration scolaire et universitaire** / Administration du travail* / Administration et gestion des collectivités locales**

5 - Gestion des PME et PMI**. Options : Entrepreneurat (Création et Gestion des entreprises)*

6 - Gestion des Ressources Humaines**. Options : Gestion du personnel* / Administration du personnel* / Audit et contrôle de gestion sociale**.

7 - Gestion Touristique. Options : Gestion touristique et hôtelière* / Gestion touristique et environnementale** / Tourisme international**

8 - Carrières juridiques**. Options : Assistant juridique / Conseil juridique / Clerc d'Huissier** / Clerc de notaire** / Assistant d'Avocat**

* DUT

**Licence professionnelle et Masters

LE MASTER'S IN MANAGEMENT, L'EXECUTIVE MBA ET LE DOCTORAT

Le programme de Master's de l'I.H.E.M qui s'étend sur dix huit (18) mois est d'abord recommandé aux personnes titulaires d'un diplôme de Bachelor ou Licence professionnelle et ayant de bonnes connaissances en matière de gestion. Il peut s'étendre également sur douze (12) mois dont trois mois de stage pour les élèves titulaires d'un diplôme de Master 1 ou de la Maîtrise d'université.

L'Exécutif MBA pour cadres - Master of Business Administration s'étend sur 12 mois de formation et reçoit des étudiants titulaires d'un Master 2 professionnel ou de recherche. Le Doctorat quant à lui s'étend sur une année après l'Exécutif MBA

Il s'agit de former des cadres spécialistes du Management, capables de mener à bien des missions de diagnostic, de planification et de conception des systèmes de gestion, d'organisation des entreprises et de maîtrise des processus décisionnels.

Cette formation en même temps généraliste et spécialisée au Management de haut niveau repose sur cinq principes:

- Stimuler les capacités intellectuelles;
- Favoriser le développement personnel;
- Produire des décideurs opérationnels capables d'assurer un haut niveau de responsabilité ;
- Renforcer l'adaptabilité et la mobilité des dirigeants de demain;
- Développer et acquérir une vision internationale.

Cette formation met donc l'accent sur la gestion conçue comme un processus intégré, et exige de la part des étudiants, une perception globale de l'environnement économique, technique, culturel et éthique de l'entreprise.

ORIENTATION ET PLACEMENT

Le service information et orientation de l'I.H.E.M sur les filières de formation et les carrières offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les diplômés et les entreprises :

FRAIS DE SCOLARITE

CYCLES	D.U.T.	BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE	MASTER'S 1 & 2	MBA	DOCTORAT
Frais de scolarité	Jour ou soir cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial / Cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial
Inscription	80.000	80.000	80.000	80.000	80.000
1 ^{ère} option	540000	720 000	900 000	1200 000	1800 000
2 ^{ème} option	270000 x2	360 000 x 2	450 000 x 2	600 000 x 2	900 000 x 2
3 ^{ème} option	180000 x3	240 000 x 3	300 000 x 3	400 000 x 3	600 000 x 3
4 ^{ème} option	90000 x6	120 000 x 6	150000 x 6	200 000 x 6	300 000 x 6
5 ^{ème} option	70000 x8	90 000 x 8	112500 x 8	-	-

PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION

1. Lettre de motivation du candidat adressée à l'Administrateur Directeur Général de l'I.H.E.M ;
2. Copie légalisée de l'acte de naissance ;
3. Copie légalisée de diplôme du Bac, du D.U.T. / B.T.S. / D.T.S, de la Licence, de la Maîtrise, du DEA, du Master 2, du MBA ou l'équivalent ;
4. Attestation d'expérience professionnelle pour les travailleurs ;
5. 4 Photos d'identité ;
6. Frais d'inscription + 1er versement selon l'option choisie ;
7. Frais de mutuelle junior entreprise : 20 000 FCFA (payable à l'inscription);
8. Uniforme scolaire (2 tenues + polo) : 90 000 FCFA ;
9. Frais d'examen de fin d'année : D U T : 60 000 FCFA ; Licence professionnelle : 80 000 FCFA ; Master 2 : 100 000 FCFA ; Exécutif MBA : 200 000 FCFA ; Doctorat : 300 000 FCFA (payable à l'inscription) ;
10. Frais de soutenance D U T : 50 000 FCFA / L P : 70 000 FCFA / Master : 100 000 FCFA / MBA : 200 000 FCFA / Doctorat : 300 000 FCFA.

GROUPES PARTENAIRES

- GRUPE OYONO
- UQAM
- IESEG
- ROUEN BUSINESS SCHOOL
- UQAM
- UQAM
- UQAM
- UQAM
- UQAM

PARTENAIRES

PREMIERES

AUX DIPLOMES

DIPLOME DE TECHNIQUE

BACHELOR PROFESSIONNEL

MASTERS

OF BUSINESS ADMINISTRATION

DOCTORAT

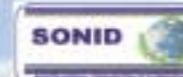
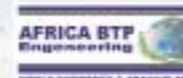
Etablissement privé

Campus A sis à STFO / Campus B sis à STFO

Les Etudes de Management Préférence au Gabon



2014 - 2015



Institut des Hautes Etudes de Management



RIAT AVEC L'ETAT - BOURSIERS ACCEPTÉS

PARATION
MES D'ETAT DE:
UNIVERSITAIRE
NOLOGIE - DUT
OR / LICENCE
SSIONNELLE
TER / DESS
MASTER
BUSINESS
ON - EXECUTIVE MBA
CTORAT

- **Pôle des sciences de gestion**
 - Journalisme et Communication d'Entreprise
 - Gestion Commerciale et Marketing
 - Gestion Touristique, Hôtelière et Environnementale
 - Droit des Affaires et Carrières Juridiques
 - Réseaux Informatiques et Télécommunications
 - Transit-Douane et Logistique-Transport
 - Gestion financière, Banque, Assurances et Comptabilité
 - Gestion des Ressources Humaines
 - Gestion administrative et Collectivités locales
 - Gestion des hopitaux et Sécurité sociale
- **Pôles des sciences de la santé, et des sciences de l'industrie, ouverts dès l'année académique 2014 - 2015**

L'IHEM, pour une bonne formation de proximité et l'excellence au service des générations !

Institut d'Enseignement supérieur de Gestion des Entreprises et des Administrations agréé par l'Etat
 Contrat de partenariat N°00420/MENESTFPCJS avec le gouvernement gabonais
 Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie / Campus C sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon
 B.P. 26 764 Tél : 06 06 88 34 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77
 Libreville - Gabon
 Site web : www.ihem-gb.org

Ils ont dit...

« Pour nous les anciens, ce qui est notre responsabilité, ce n'est plus de passer le témoin parce que c'est déjà fait. »



Michel Essonghé, membre du comité permanent du PDG

« La lutte contre le commerce informel constitue un réel défi pour le devenir du Gabon »



Gabriel Tchango, ministre du commerce

« L'opposition gabonaise ne saurait mieux proposer au peuple gabonais »



Guy Christian Mavioga, porte parole de la majorité républicaine pour l'émergence.

« La Chine est l'ami fidèle de l'Afrique »



Sun Jiwen, ambassadeur de Chine au Gabon

« En buvant l'eau du puits, n'oublions pas ceux qui l'ont creusé »



Jonny B Good, artiste Hip-hop gabonais

La rédaction

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

ECONOMIE

La BOP : un instrument d'opérationnalisation du budget de l'Etat

L'arrivée de la démocratisation des institutions publiques par le vent de l'Est de la décennie quatre-vingt dix, a, sur un tout autre plan pour les espaces capitalistes, sonné le glas des années de gestion calamiteuse qui avait vu plonger dans la gabegie et la mauvaise gouvernance, les pays du tiers-monde. Les premières thérapies que le FMI et la Banque Mondiale recommandent à leurs «clients» sous-développés sont suivies de conditions de politiques économiques d'austérité permettant un retour aux équilibres financiers. Mais cette formule n'a pas pleinement joué son rôle. De nos jours, on évoque comme panacée, pour atteindre l'objectif d'un Gabon émergent, la planification budgétaire comme outil d'opérationnalisation du budget de l'Etat axé sur les résultats et l'atteinte des objectifs de développement, galvaudé sous l'appellation de Budgétisation par Objectif de Programme (BOP), traduisant en acte le plan stratégique Gabon émergent (PSGE) qui découle du programme de société l'avenir en confiance.

La multiplicité des cadres conceptuels, dont pour la plus part, divergent entre eux, pour sortir de l'absence de performance de nos économies dont l'extraordinaire illustration est l'impact social négatif marqué par le triptyque "Dettes, Détournement de fonds, Démagogie", a longtemps favorisé le retard que connaissent certains pays pauvres. Les réformes profondes engagées par les pays membres de la zone CEMAC, à savoir la modernisation de l'Etat et l'assainissement des dépenses publiques pour une meilleure répartition par la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de la loi des finances (LOF) élaborée depuis 2004, techniquement exprimé par la Budgétisation par Objectif de programme (BOP). A entendre les experts occidentaux, il ne s'agit plus là d'une simple amélioration de la procédure budgétaire, mais d'un changement total de perspective. Cependant, cet avis n'est nullement partagé par les populations qui trouvent que ces outils de modernisation de l'Etat qui visent à sortir notre économie de sa léthargie, tendent plus à redresser les indicateurs économiques sans toutefois impacter corolairement les indicateurs

sociaux. A ce propos, le lambda gabonais n'est-il pas en droit de s'interroger? S'agit-il encore d'une énième tentative d'assainir les économies des pays pauvres, cependant dotés de croissance très significative mais peu parlante sur le plan social? Et si la BOP est cet outil de gestion de sortie de crise de l'économie gabonaise, que nous est-il alors permis d'espérer pour échapper au scepticisme quelque peu nourri à raison, par la curiosité saint-thomasiennne au regard du jubilé du cinquantenaire de nos indépendances, où nos villes sont toujours des bidonvilles et les citoyens y vivent dans des conditions inhumaines? De l'autre côté, les optimistes s'accordent déjà à la citation de Louis-Marie PARENT « Imitons l'abeille, elle fait des grandes randonnées, sans perdre son objectif ».

Notre objectif commun à tous est de voir nos pays de la zone CEMAC se hisser au rang d'économie émergente ici l'an 2025 et le plutôt sera le mieux, quand on sait que l'élaboration des programmes doit répondre aux attentes communément exprimées par les populations dont les objectifs bien-que cadrant à la politique générale (PSGE) pour le cas du Gabon, ne suffisent pas à eux seuls pour la faisabilité de l'émergence du Gabon.

Reprenons à notre compte, les critiques récurrentes concernant l'inadaptation des programmes importés sans toutefois les tropicaliser comme il est d'expression ici, occultant ainsi le fait que tout est perfectible, et que toute innovation du genre fait appel à des changements radicaux des mentalités de manière irrévocable. Cela passe impérativement par le suivi et le contrôle des actions ou programmes. Nous ne parlons pas ici des belles procédures écrites noir sur blanc et qui écumment les tiroirs des bureaux administratifs. Nous parlons du contrôle sur le terrain réalisé d'une part, par les corps d'inspection des ministères, à savoir l'Inspection générale des finances, Inspection générale des affaires sociales, et d'autre part par une entité indépendante, particulièrement, les agents assermentés de la Cour des comptes, qui doivent se voir aider par un dispositif des textes juridiques où les magistrats joueront un rôle majeur dans l'atteinte de performance de nos économies res-

pectives, à l'aide d'un cadre juridique assez répressif à même de sanctionner et punir les "voleurs à col blanc", qui sont les véritables obstacles de toute modernisation de l'Etat. Et le Sénégal en la matière fait école, par l'arrestation de Karim WADE qui ne cesse de faire la une des stations de télévision du monde. La bonne gouvernance, pour dire l'ensemble de règles et méthodes organisant le réflexion, la décision et le contrôle de l'application des décisions; occupe une place primordiale en tant que maillon central de la BOP, met en avant la notion du rendre compte,



Pour que les projets nationaux arrivent à terme, une opérationnalité du budget de l'Etat s'impose

en finance on parle de reporting, qui est un excellent moyen de publication des comptes de l'Etat et d'indicateur des mesures de performance.

La LOF et le double objectif du Budget de l'Etat

Le périmètre des dépenses tant de fonctionnement que d'investissement et des recettes qu'engrange l'Etat, peut être défini de façon plus ou moins large dans la loi des finances (LOF). Ces opérations qui s'enregistrent en terme de flux d'entrées et de sorties d'argent, sont déterminées par l'article 1 de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 en occident qui se singularise des autres lois par sa qualité de détermination des charges et des ressources prévisionnelles de l'Etat. Au Gabon la LOF articulée techniquement par la Budgétisation des objectifs de programmes et élaborée depuis 2004, est la nouvelle nomenclature budgétaire qui va favoriser le passage au budget de résultat processus qui

prend du temps et très couteux. Fort heureusement, le processus a été engagé il y a déjà neuf (9) ans. Le budget tel que défini par le mémento du Trésor Public, est constitué par des comptes qui décrivent, pour une année civile, toutes les ressources et toutes les charges de l'Etat. Cet état prévisionnel pour l'année à venir, répond à un double objectif global. Dans un premier temps, il répond à une obligation légale. Dans un second temps, c'est un outil d'évaluation des performances. On ne peut évoquer la performance sans toutefois parler des objectifs en matière de finances pu-

t-on ici, quand on sait que les réponses aux attentes des gabonais, à savoir se nourrir, se loger décemment et s'éduquer correctement, tardent à se concrétiser, au regard des quelques avancées du secteur de la santé? A ce sujet Makhtar DIOP Vice-président de la Banque Mondiale pour la région Afrique, lors de sa visite de travail du 14 janvier 2014, dans le cadre de la politique de la Banque Mondiale (BM) en matière de réduction de la pauvreté et la diversification des économies nationales, a pleinement évoqué en conférence de presse, l'absence de corrélation entre la croissance estimée à 7% en 2014 dont l'indicateur phare est le Produit Intérieur Brut (PIB) et le bien-être caractérisé par l'Indice de Développement Humain (IDH), dont les résultats du Rapport sur la pauvreté au Gabon, étude menée par le cabinet McKinsey, évoque une intervention d'urgence, le programme de la Banque Mondiale siée aux paradoxes des pays subsahariens qui disposent d'énormes richesses naturelles mais qui ne cessent de présenter des indicateurs de pauvreté très élevés. Les programmes évoqués par la BOP ne doivent toute leur légitimité que s'ils sont la réponse aux attentes des gabonais qui s'accordent et épousent la pensée de Moses ISE-GAWA : « Bien manger est un objectif digne de toutes luttes »

Pour se nourrir correctement, se soigner et se loger décemment et s'éduquer : voici les axes prioritaires sur lesquels les programmes d'urgence doivent répondre pour hisser le Gabon vers l'émergence. Les axes cités doivent être traduits en objectifs SMART : Spécifique et Mesurables, comme atteindre la sécurité alimentaire, cela se mesure par la baisse des importations massives des produits alimentaires. Les besoins primaires des populations, soulignés sont des emplois qui nécessitent des ressources ou financement sûr. Ce besoin de financement ainsi mentionné requiert la collecte plus que substantielle des recettes. Un tel bilan nous amène à faire le point de l'évolution des rentrées de ressources par rapport aux prévisions budgétaires, surtout pour ce qui concerne, les recettes non pétrolières. Une telle analyse permettrait de bien cerner l'impact réel de la Budgétisation par Objectifs de Programmes de l'Etat en tant qu'instrument de pilotage de l'économie.

Euloge Hervé MAGNAKA DIBA, Ingénieur financier

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1 ^{ères}		Bourses			Opportunités d'affaires
1 USD	493,434 FCFA		Coût de l'échange	CAC 40	4436.08	23/04/14	→Le projet de loi sur la Prime d'incitation à la performance a été adopté par le gouvernement gabonais.
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1357.20 \$/t	DOW JONES	16245.87	23/04/14	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	21.09/USD/once				→Moov Gabon est le premier opérateur de téléphonie mobile locale à être certifié ISO 9001.
1 GBP	821,242 FCFA	Café	2.06/USD/livre	Baril de pétrole	Prix	Date	
100 CHF	55448,2 FCFA	Cacao	3006 USD/t	BRENT	105.93	23/04/14	
100 ZAR	4551,02 FCFA						
1 CAD	449,226 FCFA						